



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundesamt für Statistik BFS
Office fédéral de la statistique OFS
Ufficio federale di statistica UST
Uffizi federal da statistica UST



Service national d'adresses NAD

Groupe d'accompagnement Harmonisation des registres

Neuchâtel, 14 septembre 2017



1. NAD: décision du Conseil fédéral (12.4.2017)

Les administrations de la Confédération, des cantons et des communes pourront à l'avenir accéder à une banque de données centrale où seront enregistrées les adresses de tous les habitants de la Suisse. Ce service devrait simplifier les processus administratifs et permettre aux autorités de remplir leurs tâches plus efficacement.

Le Conseil fédéral a chargé le Département de justice et police (DFJP) de préparer d'ici à fin août 2018 un avant-projet de loi à cet effet en vue de l'organisation d'une consultation.



2.1 NAD: réalisation technique – 4 variantes

Dans un précédent rapport (12 novembre 2014), le Conseil fédéral avait retenu quatre variantes pour la réalisation d'un tel service national d'adresses de personne:

- Un réseau des plates-formes habitants des cantons
- Une extension d'Infostar
- Une extension de la banque de données UPI
- L'utilisation des livraisons des RdH à la statistique.





2.2 NAD: réalisation technique – variante définitive

Après une analyse approfondie, le Conseil fédéral est arrivé à la conclusion que l'utilisation des livraisons des RdH à la statistique était la meilleure solution pour construire le NAD:

- Les données sont déjà disponibles trimestriellement;
- Les processus entre l'OFS et les RdH sont bien établis et rodés;
- Les services d'adresses peuvent être mis en route rapidement;
- Les coûts de développement et d'exploitation sont faciles à cerner.





3.1 NAD: suite des travaux

La réalisation du NAD nécessite une révision de la LHR (l'utilisation administrative des livraisons à la statistique doit être introduite). L'Office fédéral de la justice est en train d'élaborer un projet de révision à cet effet. Délai: août 2018.

Le but de la révision est aussi de définir l'organisation du NAD (eOperations Suisse est prévu comme exploitant du service) et les modalités d'utilisation (qui peut recourir au NAD ? Comment ? Et à quels coûts ?).



3.2 NAD: suite des travaux

Dans le cadre de cette révision de la LHR, d'autres besoins ou souhaits de modification peuvent jusqu'à un certain point être pris en compte.

L'OFS prévoit pour le moment une seule modification: l'élimination du caractère Droit de vote et éligibilité dans le contenu minimal des RdH (cf. art. 6, lettre t). Cette disposition est en effet devenue obsolète entre-temps.